

GAZETTE DES TRIBUNAUX.

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

Le prix d'abonnement est de 17 fr. pour trois mois, 34 fr. pour six mois, et 68 fr. pour l'année. — On s'abonne à Paris, au BUREAU DU JOURNAL, QUAI AUX FLEURS, N° 11; chez M^{me} V^e CHARLES-BÉCHET, quai des Augustins, N° 57; PICHON et DIDIER, même quai, N° 47; HOUBAILLE et VENIGER, rue du Coq-St.-Honoré, N° 6; et dans les départements, chez les Libraires, et aux bureaux de Poste. — Les lettres et paquets doivent être affranchis.

JUSTICE CIVILE.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE (1^{re} chamb.)

(Présidence de M. Debelleyne.)

Audience du 25 mars.

LIBERTÉ RELIGIEUSE. — MARIAGE CIVIL DES PRÊTRES.

La gravité de la question qui devait se débattre à l'audience de ce jour, avait attiré de bonne heure un nombreux auditoire. M. Dumonteil, assis derrière M^e Mermillod son avocat, semble attendre avec impatience une solution depuis tant d'années désirée. C'est un jeune homme de bonne mine, d'environ 29 ans; il est habillé en bourgeois et porte des moustaches brunes qui trompent un instant la curiosité de l'auditoire.

M. le président donne la parole à M^e Mermillod, qui commence à peu près en ces termes :

« Ce n'est pas sans une sorte d'étonnement que je me vois appelé à plaider de nouveau la question du mariage des prêtres devant vous. A mon avis et aux yeux d'un grand nombre, la Charte de 1830 semblait avoir résolu à jamais la question; mais sous ce point de vue comme sous bien d'autres, nous avons appris que tout n'était pas vérité, et que nous avions à combattre encore pour obtenir la réalisation des garanties qui semblaient dès l'abord assurées. Une circulaire du ministre des cultes, M^e Mérilhou, en date du 27 janvier 1831, monument de faiblesse inexcusable, est venue raviver tous les obstacles qui s'opposaient jadis à nos vœux, en faisant une loi aux officiers de l'état civil, de ne célébrer le mariage d'aucun ecclésiastique sans avoir déferé la question aux Tribunaux; attendu que le doute ne naissait pas seulement sous la Charte de 1814, de l'art. 6 qui déclarait le catholicisme religion de l'Etat, mais encore des articles organiques du concordat.

« Quels ne peuvent pas être les inconvénients d'une telle mesure, qui ne tend à rien moins qu'à susciter une jurisprudence variable, partant, des règles incertaines et contradictoires, et à exposer des citoyens, dont les droits semblaient à jamais reconnus, à toutes les lenteurs de juridictions successives, à toutes les incertitudes de recours multipliés, pour en venir au bout de quelques années peut-être, à une interprétation législative qui, dès à présent, devrait être superflue.

« Quant à nous, indépendamment de la circulaire, l'opposition formée par le sieur Dumonteil père, nous mettait dans la nécessité de nous présenter devant vous; espérons du moins que le pouvoir, éclairé par votre décision, leverait la prohibition contenue dans la circulaire du 27 janvier, et regarderait comme désormais fixée une question résolue par vos lumières et votre conscience.

« J'aborde donc sur-le-champ les motifs de l'opposition; ils sont de deux sortes : l'une d'exception, résultant de l'autorité de la chose jugée; l'autre résultant du caractère de prêtre, conféré à mon client.

« Quant à l'exception de la chose jugée, je ne m'y arrêterai pas, car l'ignorance du droit a pu seule inspirer ce moyen à l'opposant. En effet, pour que la fin de non-recevoir puisse être opposée, il faut que la demande nouvelle ait le même objet, qu'elle soit fondée sur les mêmes moyens et agitée entre les mêmes parties. Or il s'agissait, lors du premier procès soumis aux magistrats en 1828, de faire enjoindre à un notaire de procéder aux sommations prescrites par la loi à défaut de consentement, et aujourd'hui il s'agit de faire ordonner la main-levée d'une opposition paternelle; nous discutons alors la Charte de 1814, et aujourd'hui nous tirons argument d'une législation nouvelle; enfin le procès s'agitait avec un notaire, et aujourd'hui c'est avec le père même de Dumonteil. Toutes les circonstances sont donc différentes, et l'exception ne peut sérieusement nous être opposée. Je passe donc au moyen du fond, c'est-à-dire, à la prétendue incapacité du sieur Dumonteil à contracter civilement mariage.

« Je pourrais, Messieurs, me borner à prendre la question au point où l'a laissée le dernier acte de la jurisprudence, et à prouver que cette jurisprudence établie sous l'empire de la Charte de 1814, en admettant sa justesse alors, n'est plus applicable aujourd'hui, depuis la promulgation de la nouvelle Charte. Mais permettez-moi de la prendre de plus haut, pour rectifier l'opinion et rassurer les personnes peu instruites ou ti-

morées, en montrant que l'état de choses demandé n'a rien de nouveau, qu'il a eu lieu précisément dans les plus beaux siècles de l'Eglise, et qu'il n'était ni un scandale ni un obstacle au bien et à l'éclat de la religion; que dans plusieurs contrées soumises à l'autorité du Saint-Siège, le mariage a lieu même concurremment avec les fonctions sacerdotales, que l'Eglise l'a consacré encore récemment; que la convenance du mariage des prêtres est reconnue par des ecclésiastiques éclairés et respectables; enfin, que nos réclamations n'ont pas pour but d'offrir le spectacle d'un ministre des autels marié et officiant, conséquemment de pousser l'introduction dans la religion catholique d'un des principes du protestantisme.

Abordant le développement de ces propositions, M^e Mermillod continue ainsi : « La religion, vous le savez, se compose de trois parties distinctes, le dogme, c'est-à-dire l'ensemble des vérités que l'on doit croire; la morale, c'est-à-dire les préceptes imposés par l'Evangile; et la discipline, c'est-à-dire les règles de conduite établies par les ministres de l'Eglise.

« Or si le dogme et la morale sont choses immuables, il n'en est pas de même de la discipline qui se prête aux changements de la civilisation et aux besoins des générations successives.

« Il est certain que le célibat des prêtres est un point de pure discipline; il peut donc subir les variations des siècles; car il n'est pas de l'essence du christianisme, et l'on ne trouve pas un mot à ce sujet dans l'Evangile.

« C'eût été une innovation trop choquante dans l'état des mœurs religieuses d'alors; car les livres des juifs prouvent que les prêtres et les pontifes se mariaient, et d'autant mieux qu'ils ne pouvaient être pris que dans la famille d'Aaron.

« Aussi plusieurs des apôtres étaient-ils mariés, et on sait que loin que J.-C. les eût obligés de quitter leurs femmes, ils s'en faisaient suivre au contraire dans leurs courses évangéliques (I Corinth. IX 5), puisqu'on lit qu'ils reprochaient à Nicolas, un des sept premiers diacres d'être jaloux inconsidérément de la sienne.

« La doctrine des apôtres fut conforme à ces faits, et l'on peut s'en assurer en parcourant les épîtres de Saint Paul à Timothée, non point dans la traduction française qui est altérée singulièrement en ce point, mais dans la version grecque ou dans la Vulgate. On y trouvera ces paroles de Saint-Paul : *Oportet episcopum irreprehensibilem esse, unius uxoris virum*; ce qui s'appliquait à la polygamie alors en usage parmi les gentils, et que J.-C. condamnait, ou encore à l'interdiction de se marier deux fois, chose qui longtemps fut réprouvée dans l'Eglise.

« Enfin, le Pape Pie IV, le même qui insista si fortement pour que le Concile de Trente fit une loi du célibat, en 1560, avait lui-même, au dire de l'histoire ecclésiastique, qu'il n'existait aucune loi divine ni apostolique qui défendit d'ordonner prêtres des personnes mariées, ni de marier des personnes ordonnées.

« Le célibat ne fut donc longtemps que facultatif parmi les successeurs des apôtres. Je ne citerai point ici une foule d'exemples de Saints et de Papes qui furent mariés et eurent des enfants; on m'opposerait peut-être qu'ils avaient été mariés avant leur ordination; car le système de nos adversaires consiste surtout à prétendre que l'on a bien permis dans les premiers temps de l'Eglise à des personnes mariées d'entrer dans les ordres, mais jamais à des personnes ordonnées de se marier. Je préfère m'en tenir aux faits généraux qui prouvent si évidemment le contraire.

« Je ne nierai pas cependant qu'une opinion opposée au mariage s'était introduite peu à peu dans l'Eglise; mais elle avait sa source dans les doctrines spiritualistes de l'école d'Alexandrie, d'où sortirent la plupart des Pères de l'Eglise, et qui fut presque le berceau du célibat religieux. L'état de persécution de l'Eglise et la nécessité des circonstances donnaient d'ailleurs beaucoup de poids à ce détachement des liens de famille.

« Mais le conflit qui fut la suite de la doctrine opposée, et les nombreux conciles qui s'occupèrent de la question, démontrent invinciblement que beaucoup d'ecclésiastiques se crurent long-temps en droit de ne pas garder le célibat, et pratiquèrent au contraire le mariage; c'était seulement la lutte de deux principes.

« En effet, le concile d'Elvire, en Espagne, qu'on m'avait reproché jadis d'avoir omis sciemment, s'occupait bien de ce sujet, mais on remarquera 1^o que ce fut le premier, et qu'il n'eut lieu cependant qu'en 305; 2^o que ce ne fut qu'un concile provincial et partien-

lier, dont la doctrine ne faisait conséquemment pas loi pour l'Eglise universelle; 3^o que les termes du canon porté par ce concile ne déclarent pas l'indélébilité du sacrement d'ordre, mais ordonnent seulement aux prêtres qui se seront mariés de s'abstenir de leurs femmes. Il en fut de même au concile de Néocésarée, en 314.

« Ces conciles, ainsi que tous ceux qui suivirent, prouvent que la règle n'était ni bien établie, ni générale; et on observera de plus que jusqu'au premier concile de Latran, en 1123, on n'obligeait au célibat que sous peine de déposition. Donc, en redevenant laïcs, les prêtres pouvaient se marier ou conserver leurs femmes; donc on ne regardait pas leur caractère comme indélébile et s'opposant en toute circonstance et à jamais à leur mariage. Ni les canons, ni les lois n'y mettaient obstacle.

« C'est en vain que les pontifes essayaient de changer cet état de choses fréquent, dont la réalité nous est attestée par mille faits. Il suffit de lire l'histoire du Saint-Siège et l'histoire d'Allemagne, pour reconnaître incontestablement que, dans le 11^e siècle, un grand nombre d'ecclésiastiques vivaient ostensiblement dans l'état de mariage légitime. On peut voir quels efforts fit, en 1074 et 1075, le pape Grégoire VII pour forcer le clergé à abandonner ces liens, et quels furent la résistance et les violences exercées contre ses décrets: ce fut au point que l'archevêque de Mayence, Sigefroy, courut risque de la vie, pour avoir voulu y tenir la main.

« Le même usage existait alors dans plusieurs provinces de France, notamment en Normandie; il existait même en Italie, puisque le pape Etienne IX ayant, à l'instigation d'Hildebrand, porté un décret contre les clercs mariés, les prêtres milanais, au rapport de Landulph et de Corio, se plaignirent vivement, en alléguant la permission que saint Ambroise leur avait donnée de se marier, en premières nocces seulement, et pourvu que ce fût avec une vierge.

« Viennent enfin les deux conciles généraux de Latran, de 1123 et 1139. C'est alors pour la première fois que la prêtrise est déclarée empêchement dirimant au mariage, et que la nullité de l'union est prononcée.

« Ainsi pendant 1123 ans, c'est-à-dire pendant les plus beaux siècles du christianisme, les prêtres ont pu ou se marier, ou quitter leur état pour se marier. Et c'est au 12^e siècle, c'est-à-dire dans un âge d'ignorance et de barbarie, que pour la première fois cette faculté leur est enlevée.

« Cependant à cette époque et précédemment, il légua-t-on contre le mariage le péril de la confession, péril mis en avant avec tant d'affection lors de notre première demande? Non, et jamais ce motif ne fut donné par les papes, par les conciles ni par les évêques. D'autres raisons plus vraies et plus sérieuses, des raisons politiques furent les seules qui plus tard, au concile de Trente, déterminèrent les résolutions.

« Alors, pour assurer l'empire du clergé sur les autres hommes, et la domination du pape sur le clergé, on sentit la nécessité de concentrer les relations des prêtres, de les isoler plus étroitement, de les constituer en une seule et grande famille, dont les membres ne se souvinssent plus d'avoir appartenu à des familles séculières. Le célibat n'était encore qu'une pratique générale, mais souvent modifiée par des exceptions ou des transgressions; on voulut en faire une loi rigoureuse. Mais jusqu'au 17^e siècle les ecclésiastiques ne cessèrent de soutenir contre le célibat une lutte attestée par tant de conciles et de canons, et qui prouve que si l'esprit du haut clergé et de Rome était, par certaines vues, déclaré pour le maintien de ce règlement, le célibat n'était pas universellement, et surtout par le clergé inférieur, regardé comme un point essentiel de discipline; et en effet, il n'est nullement point essentiel du sacerdoce, suivant l'institution divine et apostolique. S'il était inhérent à l'existence du catholicisme, il faudrait admettre que cette religion n'a pas existé pendant la durée des siècles qui ont précédé la prohibition; elle n'existerait point non plus maintenant chez les Grecs unis et les Arméniens, restés toujours dans le giron de l'Eglise romaine, et dont les prêtres contractent cependant mariage, ni chez les Maronites de Syrie et de Palestine, que le pape Pie VII a ramenés à l'unité, en 1818, par une semblable concession.

« Ajouterai-je que la capacité des prêtres au mariage, toujours plaidée par les hommes les plus religieux et les plus éclairés, est soutenue aujourd'hui encore par des écrivains dont l'invoque avec autant plus d'empressement la doctrine que leur autorité est

plus imposante et plus respectée. Je veux parler des rédacteurs de *l'Avenir*, prêtres généreux, passionnés et éloquents, au milieu desquels s'élevait avec tant d'éclat un homme que certes on n'accusera pas d'indifférence religieuse ou d'abandon des intérêts catholiques, un homme que sa foi et son génie nous offrent comme le Bossuet de notre âge, comme le dernier et glorieux successeur des pères de l'Eglise, l'abbé de La Mennais enfin. Du haut de cette chaire qu'il s'est dressée pour enseigner les générations, et d'où sa parole s'échappe si libre et si retentissante, entendez-le, et ses brillants disciples avec lui, déclarer que le prêtre est, avant tout, citoyen; que la liberté de ses actions comme tel ne saurait lui être déniée, et que c'est insulter à la religion que de vouloir donner à sa discipline l'appui du bras séculier, comme si la rigueur des lois civiles pouvait seule lui assurer des fidèles sectateurs et des pontifes persévérans.

» D'après tout ce qui précède, et que nous avons à dessein fait ressortir en nous appuyant sur des faits irrécusables, on voit que la prétention du sieur Dumonteil n'est point une innovation, qu'elle ne serait qu'un retour à ce qui eut lieu dans les temps les plus florissans de la religion; en conséquence, qu'elle n'a rien de contraire à cette religion. D'ailleurs, je le répète, ce qu'il réclame, ce n'est pas de cumuler, comme dans les premiers siècles de l'Eglise, les fonctions ecclésiastiques avec le mariage: c'est uniquement de pouvoir renoncer au célibat en même temps qu'à la prêtrise: vous avez vu que pendant onze siècles tout ecclésiastique put user de cette faculté, et que le mariage n'entraînait pour lui que la déposition du sacerdoce.

» Sous ce point de vue les vrais catholiques ne peuvent donc redouter que le succès de sa demande soit un acheminement à l'introduction dans l'Eglise d'un des principes du protestantisme, puisque le protestantisme admet le cumul du ministère des autels et du mariage, et qu'ici le prêtre commence par abdiquer son caractère et renoncer à ses fonctions; puisqu'enfin le mariage est réclamé comme contrat civil, sans adjonction du sacrement, sans violence aux droits de la conscience religieuse et à la discipline du temple.

» Maintenant que nous avons éclairci la question sous le point de vue religieux, il nous reste à démontrer, sous le point de vue légal, que si les décrets et les canons ont changé l'ordre de choses primitif et imposé le célibat à l'Eglise latine, jamais le pouvoir législatif en France n'a reçu et sanctionné ce prescrit disciplinaire, et que sous l'ancienne monarchie il n'existait aucun texte de loi, d'édit ou d'ordonnance qui l'ait converti en empêchement civil de mariage.

Ici l'avocat rappelle tous les faits historiques qui démontrent l'absence d'une législation nationale expresse. Nous ne le suivrons pas dans cette partie de la discussion, qui ne pouvait que reproduire les moyens par lui développés lors du premier procès devant la Cour royale de Paris, et rapportés dans les numéros de la *Gazette des Tribunaux* des 14 et 21 décembre 1828.

Après avoir établi ce point capital avec une vigueur de dialectique remarquable, l'orateur avoue que la jurisprudence a été souvent contraire au mariage des prêtres, mais que si les parlemens, suivant l'expression de Pothier, regardaient les ordres comme un empêchement de mariage, c'était par orthodoxie et par haine du protestantisme, et non par application de la législation; que c'était par suite du même zèle, et par un abus encore plus choquant, qu'ils allaient jusqu'à annuler les mariages contractés par les prêtres mêmes qui avaient cru trouver une sauve-garde dans l'abjuration. « Au surplus, ajoute-t-il, les parlemens n'avaient pas le droit de juger d'après leur manière d'envisager les canons; en cette circonstance, comme en tant d'autres, ils sortaient évidemment des limites de leurs devoirs; d'ailleurs les arrêts ne sont pas des lois de l'Etat: j'ai donc eu raison de dire qu'il n'y avait pas de législation contraire sur ce point. »

Passant ensuite à la législation intervenue depuis l'aurore de la révolution, M^e Mermilliod rappelle l'abolition des vœux monastiques, prononcée par le décret du 13-19 février 1790, et celle des vœux religieux en général et de tous les autres engagements contraires au droit naturel, par la constitution du 3 septembre 1791; la déclaration faite dans la même constitution que la loi ne veut considérer le mariage que comme contrat civil, et que le pouvoir législatif établira, pour tous les habitans sans distinction, le mode de réception des mariages; enfin l'omission volontaire, en conséquence de ces principes, par la loi du 20 septembre 1792, relative à l'état civil des citoyens, de l'incapacité canonique parmi les empêchemens de mariage.

» Aussi, dit-il, dès avant la terreur, dont je ne prétends aucunement invoquer les actes ni la législation violente, beaucoup de prêtres, profitant des décrets de la Constituante et de la Législative, contractèrent-ils mariage sans éprouver aucun obstacle. La capacité des ecclésiastiques à cet égard était donc pleinement reconnue par la loi; il y avait donc dérogation formelle aux principes de l'ancienne jurisprudence, même à l'ancienne législation, si tant est qu'elle eût jamais existé.

» Je passe maintenant à l'acte de haute politique qui rendit à la religion, non les privilèges exorbitans de l'ancien régime, mais l'existence légale que la Constituante lui avait assurée en la modifiant, et qu'elle n'avait perdue qu'au milieu des plus grands excès de la terreur. Je veux parler du concordat de l'an IX, qu'on prétend nous opposer comme pivot de la question. On connaît assez le caractère de cette convention avec le Saint-Siège, pour qu'il soit inutile de rappeler que la puissance temporelle y maintint toutes ses prérogatives, et que l'on y chercherait vainement une dis-

position qui ait fait rentrer dans la loi civile les réglemens de la discipline ecclésiastique. Encore moins trouverait-on pareille disposition dans la loi organique du concordat, qui, faite en dehors des conférences, et préparée dans le seul conseil-d'état, devait être plus empreinte encore d'indépendance. Cependant c'est dans le décret organique qu'on a été puiser des armes, et, qu'au dire de la circulaire de M. Mérilhou, quelques Tribunaux ont pu se créer des doutes. L'article qu'on invoque est le 6^e, il est ainsi conçu :

« Il y aura recours au Conseil-d'Etat dans tous les cas d'abus de la part des supérieurs ecclésiastiques; les cas d'abus sont: l'usurpation ou l'excès du pouvoir, la contravention aux lois et réglemens ecclésiastiques, l'infraction des règles consacrées par les canons reçus en France, etc. »

» Vous le voyez, s'est-on écrié, il y a lieu à l'appel comme d'abus pour infraction des canons reçus en France. Donc il y a abus. c'est-à-dire lieu à répression, lorsqu'un prêtre veut enfreindre les canons qui lui font une règle du célibat.

» A cela une première réponse péremptoire: Que veut ici prévenir la puissance civile? L'infraction des canons reçus en France. Par ces mots elle dit assez que tous les autres n'auront pas droit à son appui. Eh bien! j'ai prouvé que jamais les canons de discipline sur le célibat n'avaient été reçus par le prince, enregistrés ni publiés, que de plus ils n'étaient jamais passés comme empêchement dans la législation civile, dans les lois spéciales à la matière du mariage; j'ai prouvé que ces canons, eussent-ils été reçus en France, la constitution de 1791 en avait anéanti l'effet par l'abolition des vœux religieux et de tous autres engagements contraires au droit naturel, et que, depuis lors, la législation avait maintenu cette abolition en excluant l'empêchement résultant de la prêtrise du nombre des empêchemens au mariage civil, le seul que la loi voulût considérer désormais.

» D'ailleurs l'art. 6 organique ne concerne que les ministres actifs du culte et en tant qu'ils sont attachés aux autels; mais dès qu'ils déclarent abandonner les fonctions du sacerdoce, dès qu'ils ont renoncé à leur profession, dès en un mot qu'ils sont restés dans le siècle, que conclure de l'art. 6 qui ne dispose que pour des cas où il s'agit d'exercice du culte? Cet article ne peut rendre les canons obligatoires pour les ecclésiastiques qu'autant qu'ils conserveront cette qualité, qu'autant qu'ils continueront de desservir les autels et de prêcher la parole de Dieu. Une fois hors du temple, les exigences de la discipline ne peuvent plus les atteindre, et ils y échappent pour l'avenir, de même qu'ils échappent à la possibilité de se trouver désormais dans un cas d'abus. En un mot, les infractions prévues et susceptibles d'abus sont celles-là seules que le prêtre peut commettre dans l'exercice de ses fonctions. Tel est le sens de l'art. 6; et c'est ainsi que nous l'avons vu seulement appliquer.

» Et puis qu'on me dise en quoi le recours comme d'abus pourrait porter obstacle au mariage du prêtre, puisque ce recours n'est point préventif, mais seulement répressif; en quoi également le recours pourrait-il toucher le prêtre; car les seules conséquences de l'appel comme d'abus, sont ou une démission et impuissante déclaration qu'il y a eu abus, ou le renvoi, devant les Tribunaux répressifs, de l'ecclésiastique qui s'est placé dans ce cas.

» Or, je le demande, est-il tombé dans l'esprit de quelqu'un au monde qu'on pût poursuivre Dumonteil devant le Conseil-d'Etat, pour faire déclarer qu'il y a abus de sa part à vouloir jouir de ses droits de citoyen; ou pour le faire renvoyer en police correctionnelle, afin de lui apprendre à vivre... dans le célibat?

» Pour terminer sur ce point, s'est-on jamais avisé, même lorsqu'un despote, mal dégagé des préjugés catholiques de son éducation italienne, s'opposait illégalement et au mépris de ses propres lois, au mariage des prêtres, s'est-on jamais avisé, dis-je, d'invoquer l'article 6 organique, et de voir dans ce fait un cas d'abus? Il est donc absurde d'élever aujourd'hui une telle prétention; la loi organique du concordat ne peut aucunement nous être opposée.

» Mais pourquoi m'épuise-je à démontrer par le raisonnement une vérité qu'une autorité inéluctable peut rendre sans réplique. C'est l'illustre Portalis, celui qui, dans le Conseil-d'Etat, a pris part à la discussion du concordat et des articles organiques, celui qui fut chargé d'en expliquer les motifs et l'esprit au Corps législatif, c'est lui-même qui va vous révéler combien peu le législateur entendait, par ces mots: *Infraction des canons reçus en France*, donner appui à la règle disciplinaire du célibat. (L'avocat cite ici les paroles de M. Portalis.)

» Ainsi, le concordat et la loi organique interprétés solennellement par un des organes du pouvoir, loin d'avoir, comme on le prétend, sanctionné l'empêchement canonique du célibat, l'ont précisément exclu comme contraire aux principes des libertés garanties à tout citoyen français.

» Aussi cet empêchement se trouve-t-il omis dans le Code civil, Code édicté postérieurement au concordat, et qui (en vertu de l'art. 7 de la loi du 30 ventôse an XII) était sur la matière du mariage, comme sur toutes les autres matières spécialement comprises dans ce Code, déclaré le seul texte applicable, par dérogation expresse à toutes les lois, réglemens et coutumes anciennes.

» Qu'on parcoure le titre du mariage, où toutes les conditions de l'acte, où toutes les règles de la matière sont formellement et minutieusement tracées, je défie qu'on y trouve l'indice d'un empêchement quelconque, né de l'ordination. Mais ce n'est pas tout, et je vais vous prouver que c'est sciemment et volontairement que le législateur a limité les empêchemens de mariage, à

ceux relatés dans les art. 144, 147, 161, 162 et 163, et exclu de sa nomenclature les incapacités canoniques. On en croira sans doute l'autorité d'un des auteurs mêmes du Code, de celui qui encore a été chargé d'en exposer l'esprit et les motifs au Corps législatif, de M. Portalis enfin. Voici en quels termes il s'exprimait. (L'avocat cite un nouveau passage de M. Portalis.)

» Ainsi donc, tout citoyen, fût-il prêtre, qui se présente à l'officier de l'état civil, doit obtenir la célébration, s'il n'est frappé d'ailleurs d'aucune des incapacités absolues ou relatives, écrites dans le Code, car le mariage est essentiellement, aux yeux de la loi, un contrat civil. Que si ce prêtre veut y joindre le sacrement, il pourra lui être refusé, et il n'aura pas droit de se plaindre, car en vertu du bienfait de la liberté religieuse, le ministre du culte qui refuse alors le sacrement est dans son droit comme le prêtre était dans le sien en réclamant la sanction civile.

» C'est ce qu'exprima nettement le premier consul, lors de la discussion de l'art. 157 du Code: « Le ministre des autels n'est pas en faute, dit-il, lorsqu'il impose le sceau de la religion à un mariage qui a déjà reçu le sceau de la loi. On ne peut cependant l'obliger à bénir les mariages valables suivant les lois civiles, lorsqu'il aperçoit quelque empêchement canonique. »

» Après cela, vainement, Messieurs, voudrait-on nous opposer les deux lettres du ministre des cultes des 14 janvier 1806 et 30 janvier 1807, qui non-seulement défendent de procéder au mariage de deux ecclésiastiques, mais qui vont jusqu'à exprimer, la première, que c'est une matière que les lois n'avaient pas prévue, la deuxième, que la loi se tait sur le mariage des prêtres.

» Vraiment on aurait droit de s'étonner d'assertions si contraires aux propres paroles de l'auteur du Code, et aux déclarations solennelles de son organe près le Corps-législatif, si on ne connaissait combien l'homme qui gouvernait alors la France savait faire plier ses convictions et la vérité aux intérêts de sa politique.

» Et quand même la matière n'eût pas été prévue, quand même la loi eût été involontairement muette sur ce point, cela donnait-il et pouvait-il donner le droit de suppléer au silence de la loi et de créer des restrictions à la capacité civile par décisions ministérielles? D'ailleurs ces deux lettres contiennent une distinction qui prouve combien est fautive, violente et arbitraire la mesure du refus prescrit par ces actes. « On peut, y est-il dit, marier les prêtres démissionnaires avant le concordat. » Et pourquoi ceux-là? Et pourquoi seulement eux? Qu'importe la date de leur démission? Si aux yeux de Napoléon certains prêtres pouvaient se marier, il ne considérerait donc pas comme incompatible aux yeux de la loi civile l'indélébile caractère de leur prétendue de leur empêchement absolu.

» Disons-le, il ne s'abusait pas sur le mensonge de ses prétextes; mais il avait alors intérêt de ménager la cour de Rome; et il croyait d'ailleurs, par un reste de préjugés de son éducation catholique, voir un scandale dans l'usage d'un droit. Il fit parler sa volonté capricieuse, et fut obéi. Malheureusement ce n'a pas été la seule de nos libertés qu'il ait foulée aux pieds.

» Ainsi, Messieurs, concordat, articles organiques, Code civil, tout, jusqu'aux lettres même de 1806 et 1807, est en faveur de la thèse que je soutiens.

» Et comment pourrait-il en être autrement? Il a fallu que le catholicisme redevint la religion de l'Etat pour qu'on pût prétendre avec quelque logique que l'Etat avait mission et devoir de maintenir l'observance de ses règles. C'est en effet de l'art. 6 de la Charte de 1814, qu'on a pu tirer des argumens un peu spécieux pour établir que l'Etat, faisant acte de foi, devait agir en croyant, et conséquemment à ses principes. Il y avait bien quelque contradiction entre ce dévouement ontré aux doctrines privées d'une religion, cette adoption exclusive de ses réglemens domestiques, et la promesse inefficace d'égale protection pour tous les cultes; une contradiction moins grave, mais aussi absurde, existait encore entre cette prétention de prendre fait et cause pour le catholicisme sur un point de discipline intérieure, et le mépris journalier qu'on faisait d'une foule de dogmes et de prescriptions essentielles. De telle sorte qu'on peut dire que l'Etat ne ressemblait pas mal à ces personnes qui se croient très bonnes catholiques, parce qu'elles envoient leurs gens au sermon sous peine d'être chassés, bien qu'elles se dispensent elles-mêmes de la plupart des pratiques essentielles qui peuvent les gêner.

» Mais enfin, je le répète, l'article 6 offrait un prétexte au refus du mariage des prêtres, et pour ceux qui voyaient dans la jurisprudence des parlemens une preuve de l'adoption légale de la règle canonique, il était logique de soutenir que les principes ou plutôt l'usage jurisprudentiel en vigueur sous l'ancienne monarchie, devaient recouvrer leur application, dès lors que le catholicisme avait recouvré son privilège de religion d'Etat. Aujourd'hui il n'en saurait être ainsi; la Charte de 1830 a rétabli la séparation profonde de l'Eglise et de l'Etat: le catholicisme a vu s'évanouir cette prérogative orgueilleuse en vertu de laquelle il empruntait les contraintes et les rigueurs du bras séculier, soit pour river les fers de ses pontifes, soit pour châtier les esprits indépendans qui osaient controverser ses doctrines ou ses actes. Comme une reine déposée et redescendue au rang des simples femmes, la religion catholique, ramenée au niveau des autres cultes, a dû rentrer dans l'enceinte du temple, pour y retremper les seules armes qui lui appartiennent, celles de la douceur et de la persuasion.

Privée de l'influence factice et des faux honneurs dont la puissance temporelle l'avait dotée, c'est en elle-même qu'elle doit chercher sa puissance comme son éclat, sans mendier de la législation un secours qui permettrait de croire que la violence seule peut assurer des prêtres à ses temples et les retenir dans les liens d'un intolérable célibat.

Après cette plaidoirie, dont la méthode et la force logique ont produit une vive et profonde impression, M^e Menjot de Dammartin, dans une plaidoirie qui a duré près de deux heures, a présenté les moyens de M. Dumontel père; M^e Mermilliod a répliqué, et, après les conclusions remarquables de M. l'avocat du Roi Stourm, le Tribunal a levé son audience à quatre heures et renvoyé à demain le prononcé de son jugement.

Nous ferons connaître la suite de la discussion en même temps que le texte de ce jugement.

JUSTICE CRIMINELLE.

COUR D'ASSISES DE LA SEINE. — (1^{re} section.)

Audience du 25 mars.

(Présidence de M. Taillandier.)

TROUBLES DE DÉCEMBRE.

C'était le 27 juillet; la colère du peuple retentissait dans les murs de Paris; Soulez, vieux tambour licencié au-delà de la Loire, lors de l'invasion des Bourbons, se crut soudain transporté aux jours où le bruit de sa caisse animait nos phalanges, et leur montrait le chemin des capitales ennemies; il s'émeut, et les cris de liberté font bouillonner son sang. Il court au combat et jure de ne revenir dans ses foyers qu'après la victoire... Et le vieux tambour précède les combattants. Il fond sur l'ennemi, arrache la caisse d'un Suisse, et, fier de sa conquête, il bat encore une fois la charge, et ses mains, sillonnées jadis par la mitraille, ont repris leur ancienne vigueur... Enfin la victoire a sonné, et le vieux tambour rentre paisiblement dans le sein de sa famille, remplir la place que depuis 1815 lui avait fait obtenir le duc d'Orléans.

Arrive le 22 décembre, le vieux tambour entend du tumulte... *Ce n'est rien*, se dit-il, et il boit un canon. La foule augmente... il boit encore un coup. Mais à sa sortie du cabaret, les groupes amentés heurtent le vieux tambour, et, tout en grognant, il est poussé sur la garde nationale. On dit qu'alors des cris séditieux se firent entendre, que même Soulez menaça de son poing le capitaine de la compagnie. Quoiqu'il en soit, il fut arrêté, et depuis trois mois il attendait en prison qu'on statuât sur son sort.

M. le président : Que faisiez-vous le 22 décembre à l'extrémité de la rue de Bussy ?

Soulez : Il fallait bien que je *vogue* à mes affaires; je rentrais chez moi, et là on me mit la main dessus; je n'étais pas en *contradictoire* avec mon chemin. (On rit.)

M. le président : Mais vous avez crié qu'il fallait forcer la garde nationale pour aller à la Chambre des Pairs ?

Soulez : Pas de ça, mon président; je suis innocent, et je suis connu; j'ai été à Waterloo... Ici le vieux tambour énumère avec enthousiasme toutes les batailles où il s'est trouvé, et il en conclut qu'il n'est pas coupable.

On entend ensuite les témoins, et M. Pécourt, substitut du procureur-général, qui soutient l'accusation.

M^e Charpentier présente la défense de Soulez, et après avoir fait ressortir tous les doutes qui résultent des débats, il prouve que le prévenu appartient à la classe des curieux qui, le 22 décembre, grossissaient la foule. Enfin l'avocat s'étonne qu'on ait basé une accusation sur une déposition unique et remplie de contradictions; puis il ajoute :

« Voudrait-on ériger en système la maxime d'état professée à la Chambre des députés lors des explications données à l'occasion des troubles de décembre : *Il faut que les curieux paient leur curiosité* ? Quoi ! un père de famille ne pourra pas, lorsque la ville est tout entière en mouvement, s'inquiéter pour savoir si son foyer domestique est en sûreté, si sa mère, sa femme, ses enfants peuvent reposer paisibles; il faut qu'il paie sa curiosité, et qu'il la paie par la prison ! Ainsi un homme sera arraché de la place publique, enlevé à ses affaires, séparé violemment de sa famille qui gémera dans les larmes ou dans la détresse, si cette famille vit au jour le jour, et cela pour qu'il paie sa curiosité ! Et ce mot est sorti de la bouche d'un homme qui se dit l'expression de la révolution de juillet, d'un homme que je m'étonne être sorti de nos rangs, de M. le procureur-général : je l'aurais cru de M. Mangin. Ah ! Messieurs les jurés, vous excuserez sans doute mon indignation, car vous devez la partager : il est trop indécemment que ceux à qui on a confié le droit exorbitant de suspendre ainsi la liberté individuelle en abusent avec tant d'impudeur, si est odieux de les voir jouer ainsi avec une arme si terrible, et qu'ils devraient trembler de manier. »

Le jury a résolu négativement les deux questions et Soulez a été acquitté.

Résistance avec violence et voies de fait contre des gardes nationaux agissant pour l'exécution des lois, par une réunion de plus de 20 personnes. — Provocation à la rébellion.

Les gardes municipaux ont ensuite introduit sur les

banes le nommé Wagner, contre-maître dans une fabrique de vinaigre. Voici les faits tels qu'ils sont exposés dans l'acte d'accusation :

Le 21 décembre dernier, des groupes nombreux et menaçants s'étaient formés dans le quartier du Luxembourg. La garde nationale opposait aux injures et aux agressions dirigées contre elle, une fermeté et une modération dignes des plus grands éloges.

Une voiture chargée de bois pour les feux du bivouac arrivait au carrefour de l'Odéon. Aussitôt Wagner et plusieurs autres individus se jetèrent sur cette voiture, disant qu'il fallait prendre les bûches pour s'en servir contre la garde nationale. Le sieur Simard, lieutenant dans cette garde, voulut s'opposer à leurs criminels desseins; Wagner, dont la violence était extrême, se jeta sur la poignée de l'épée de cet officier, en disant : *Il faut l'assommer*. En même temps Wagner et ses compagnons enlevèrent l'officier de la garde nationale; mais ce dernier, saisissant Wagner par le col, parvint à se débarrasser de leurs mains et à entraîner cet homme, qu'il livra enfin à des grenadiers de la 7^e légion. Il resta dans les mains du sieur Simard des morceaux de la blouse que portait Wagner.

M. Simard, capitaine de la garde nationale, dépose que le 21 décembre, il y avait un fort rassemblement au carrefour de l'Odéon; il se porta près d'une voiture chargée de bois et un grand nombre des hommes qui le composaient crièrent : *il faut prendre ce bois pour nous en servir contre la garde nationale*. M. Wagner paraissait très animé, ajoute le témoin; je me trouvai seul au milieu de la foule, on m'enleva de terre; je saisis M. Wagner au moment où il avait la main sur la garde de mon épée. Était-ce pour me désarmer? Était-ce dans la crainte que je n'en fisse usage? Je l'ignore. J'entends plusieurs personnes crier : *il faut l'assommer*. Alors j'arrêtai M. Wagner qui était le plus près de moi.

M. le président : Pouvez-vous affirmer que Wagner ait dit qu'il fallait vous assommer? — R. Non monsieur. — D. Pouvez-vous affirmer qu'il ait dit qu'il fallait se servir du bois contre la garde nationale? — R. Tous le disaient et lui aussi; mais je ne puis pas dire que j'aye vu (s'il est permis de parler ainsi) les paroles sortir de sa bouche.

M. le président : Pourquoi donc alors l'avez-vous arrêté? A l'avenir je vous engage, quand vous serez dans l'exercice de vos fonctions, à n'arrêter que ceux dont la culpabilité sera certaine.

M. Pécourt demande qu'il plaise à la Cour poser comme résultat du débat, la question de savoir si l'accusé ne s'est pas rendu coupable d'avoir proféré des cris pouvant troubler la tranquillité publique.

M^e Fain, avocat du prévenu, s'y oppose.

La Cour, après délibéré, rend l'arrêt suivant :

Attendu que les débats n'ont détruit aucun des faits tels qu'ils étaient énoncés dans l'arrêt de renvoi, dit qu'il n'y a lieu de poser la question (1).

M^e Fain, après avoir justifié la conduite de son client, et fait connaître comment il s'est battu en juillet, a repoussé victorieusement l'accusation, et Wagner acquitté, rentrera aujourd'hui auprès de sa famille, qui est privée de lui depuis trois mois.

La Cour a ensuite mis en liberté et rendu à son frère qui le réclamait, le jeune Pouzet, âgé de moins de 16 ans. Ce jeune homme était prévenu d'avoir porté des coups à un garde national, et provoqué au meurtre de deux gardes nationaux. Les jurés, tout en le déclarant coupable, ont résolu affirmativement la question de discernement, et la Cour, usant d'humanité et d'indulgence, a ordonné que Pouzet serait rendu à son père.

(1) Appartenait-il à la Cour de rendre un arrêt de cette nature? N'était-ce pas se prononcer sur le débat en disant qu'il n'avait pas détruit les faits énoncés dans l'accusation? N'était-ce pas usurper une décision dont le jury est le seul souverain juge? Cet arrêt était sans conséquence positive, il est vrai, mais ne pouvait-il pas avoir son influence? Et quant aux réquisitions du ministère public pour la position d'une question nouvelle, le texte de la loi n'y est-il pas contraire? La Cour a le droit de soumettre au jury des questions sur les circonstances aggravantes, quand elles résultent du débat; mais quand un homme est accusé d'un crime ou d'un délit quelconque, venir, au nom d'une accusation qui a eu trois mois pour se préparer, et qui a dû connaître la cause, demander qu'un fait nouveau soit mis en question, soumettre au jury des faits de la compétence de la simple police, n'est-ce pas priver l'accusé du droit de se défendre en lui en ôtant la possibilité par la soudaineté de l'attaque? N'est-ce pas le priver des degrés de juridiction que la loi lui assure? N'est-ce pas violer les règles de la compétence? Nous savons qu'on dit que les accusés ont tort de s'en plaindre, car l'accusation perd de sa gravité; soit: mais où s'arrêtera cette jurisprudence, et que deviennent les principes et leurs sages garanties? aujourd'hui la question nouvelle entraîne une peine moins grave que l'accusation primitive? Demain qui nous assure qu'une question entraînant des peines plus fortes ne sera pas posée et résolue? Ne citons qu'un exemple, il est récent : Manguet comparait le 22 sous la prévention de cris séditieux. La peine était de trois jours à deux ans de prison, l'amende de 30 fr. à 4,000 fr. Eh bien! la Cour posa la question d'offense envers la personne du Roi, et cet homme encourait la peine de six mois au moins, cinq ans au plus, et de 500 fr. d'amende au moins, et 10,000 fr. au plus. Il a été condamné à huit mois de prison.

COUR D'ASSISES DE LA SEINE (2^e section).

(Présidence de M. Sylvestre de Chanteloup.)

Audience du 24 mars.

La Cour a terminé son audience du 24 mars par l'affaire du nommé Clergeau, marinier. Cette cause présentait un vif intérêt par la gravité que l'accusation y avait attachée, et par les antécédents honorables du prévenu. Cinq chefs d'accusation pesaient sur lui : 1^o d'avoir, le 22 décembre 1830, porté un drapeau noir en tête d'un rassemblement considérable, sur le quai de la Mégisserie; 2^o d'avoir exposé dans des lieux publics un signe ou symbole propre à troubler l'ordre et à propager l'esprit de rébellion; 3^o d'avoir, à la tête de ce rassemblement, en réunion de plus de vingt personnes, résisté avec violence et voies de fait à la garde nationale; 4^o d'avoir, après son arrestation, commis de nouvelles violences envers son escorte, et au corps-de-garde, en voulant s'emparer d'un fusil; 5^o enfin d'avoir injurié la garde nationale.

« Il y a dans cette longue série de chefs de prévention, a dit M^e Bovier-Lapierre, son défenseur, un luxe d'énumération dont on a, sans doute, espéré un grand effet, et qui ferait supposer au premier coup-d'œil que Clergeau s'est à lui seul rendu coupable de tous les méfaits de décembre. Mais en y regardant de près, Messieurs, vous verrez, non sans quelque surprise, à quoi se réduira cette effrayante accusation.

« Clergeau n'est point un conspirateur carliste. L'un des braves de juillet, il n'a pas affronté la mitraille de Charles X pour venir, à quelques jours de là, soudoyé par un lâche et vil émissaire, prêter à d'ignobles tapages, à de perfides agitations, un courage illustré par les plus beaux faits, et digne de la sainte cause de la liberté. Clergeau n'est pas non plus un conspirateur républicain : ouvrier tranquille et laborieux, il n'entend rien et se garde de se mêler à nos débats politiques. Il ne sait pas, lui, si la victoire de juillet est perdue, et si le jour est de nouveau venu des barricades et de la bataille. Aussi n'était-ce point un nouvel ennemi qu'il cherchait, de nouvelles passions qui l'agitaient, un nouveau but qui le préoccupait en décembre. La république !... il ne sait pas ce que c'est. Non, de lui-même, Clergeau ne marchait pour aucun but politique; il ne marchait pas poussé, payé par d'autres. Quand vous connaîtrez le caractère de cet homme, vous saurez qu'il estime plus haut une intrépide résolution, et ne marchande pas au prix de l'or un héroïque dévouement.

« Ce n'est pas à vous qui, gardes nationaux, les avez réprimés avec autant de sagesse que de bonheur, que je dépeindrai les troubles de décembre. Vous savez dans quelles circonstances critiques ils éclatèrent : des hommes qui pendant trois jours avaient livré Paris aux horreurs de la guerre, et semé dans nos rues l'épouvante et la mort, étaient en jugement.

« Alors se réveillèrent énergiques toutes les passions de juillet. Cette immense cité fut émue de trouble, d'alarmes, de colère. A Dieu ne plaise que je veuille justifier les désordres qui agitérent Paris ! à Dieu ne plaise que je veuille ranimer des haines apaisées ! La faute n'est pas à moi si des noms funestes qui, pour leur paix et la nôtre, semblaient entrés dans un éternel oubli, sont de nouveau jetés au milieu de nos débats. A ces noms, vous le savez, le peuple se rappelait la grande bataille. Les héros de la Grève et du Louvre sentaient courir dans leurs veines cette fièvre terrible qui les poussait au combat et leur faisait affronter la mitraille. Ne pardonnerons-nous pas un reste de colère à ceux que nous devons remercier d'en avoir eu assez pour braver et briser la tyrannie ? »

Après avoir discuté chacun des chefs d'accusation, l'avocat a énuméré les traits nombreux de dévouement héroïque et désintéressé qui ont valu au sieur Clergeau une médaille d'honneur en 1825, et ses beaux faits d'armes dans les journées de juillet. « Avais-je tort, Messieurs, a-t-il dit en terminant, de présenter Clergeau comme un noble et brave jeune homme? Vingt fois il a risqué sa vie dans les flots pour sauver des malheureux prêts à périr; il l'a risquée encore pour la liberté sur les champs de bataille les plus meurtriers de juillet. Qui de nous, dans cette enceinte, a mieux payé sa dette à la patrie? Que celui qui a fait plus se lève et le condamne ! »

Les quatre premiers chefs de prévention ont été écartés, et Clergeau, déclaré seulement coupable de quelques injures envers la garde nationale, et notamment de celle de *gendarmes*, a été condamné à dix jours de prison.

1^{er} CONSEIL DE GUERRE DE BOURGES.

ASSASSINAT COMMIS PAR UN CAPORAL SUR UN SOLDAT.

Jean Krafft, âgé de 20 ans, était entré depuis deux années au service, pour remplacer un de ses frères dont les bras étaient utiles à ses parents. Une conduite toujours régulière en temps de paix, des actes de bravoure et de courage en face de l'ennemi, l'avaient fait distinguer de ses chefs, et lui avaient valu, à son retour d'Alger, les galons de caporal. Ainsi, dans cette carrière commencée par un acte de dévouement, et poursuivie d'une manière honorable, rien ne pouvait faire présumer un assassinat pour dénoûment.

Le 6 mars au soir, à l'instant où les militaires rentraient dans la chambrée, et se livraient entr'eux à différents jeux, en attendant l'heure du coucher, le caporal de semaine vient dire à Krafft qu'il a consigné pour deux jours le nommé Voisin, qui s'est refusé au service. « A

voire place je l'aurais consigné pour huit, répond Krafft; c'est un mauvais soldat, il a abandonné son poste étant en faction. — Si j'ai fait une faute, dit Voisin, j'en ai subi la punition, et nul n'a le droit de me la reprocher; mais je vous reconnais bien là; vous n'aimez qu'à punir les camarades, et si vous pouviez, vous les feriez passer au Conseil. » Alors faisant allusion à des bruits qui avaient circulé antérieurement, au sujet du changement d'un bonnet de police, dont Krafft avait été sans raison, répliqua l'auteur: « Dans tous les cas, ajouta-t-il, j'aime mieux avoir fait ce que l'on m'impute, que d'avoir comme vous sur la tête un bonnet qui ne m'appartienne pas. — Je suis donc un voleur? » A l'instant où Krafft adressait cette question, le roulement du coucher se fait entendre, et le sergent de semaine vient mettre fin à cette altercation en ordonnant à Krafft de s'aller coucher, et en faisant éteindre les lumières. Krafft obéit sans résistance; mais au lieu de se déshabiller il quitte seulement sa capote et se jette sur son lit: dix minutes après il se lève, armé de son sabre qu'il a détaché du fourreau, et marche vers le lit de Voisin; là il provoque quelques autres explications à la suite desquelles il demande à Voisin s'il persiste dans son accusation. *Eh bien, oui*, répond celui-ci en jurant, *vous êtes un voleur*. Au même instant Krafft lui porte trois coups de sabre dont la succession est si rapide, que le malheureux Voisin n'a que le temps de crier *on m'assassine*, et d'aller tomber près du lit du sergent; ce sous-officier se lève, et Krafft vient lui-même se remettre en ses mains, en disant: *C'est moi qui l'ai tué, conduisez-moi en prison*.

Tels sont les faits de la cause contre lesquels ne s'élève aucune dénégation de la part de l'accusé. Interrogé sur les motifs qui l'ont porté à commettre ce crime, il répond qu'il y a été poussé par une force invincible, et que la série des idées qui l'ont conduit, lui est complètement échappée. L'accusation calomnieuse dirigée contre lui aurait tellement frappé son imagination, qu'à partir de ce moment toute puissance de la raison aurait cessé sur lui pour faire place à un sentiment de vengeance et de frénésie, dont il n'a pu maîtriser les conséquences.

Dans cette position, les efforts de la défense ne pouvaient avoir qu'un but, celui d'écarter la préméditation; aussi est-ce autour de ce point capital que se sont concentrées ses forces. Débutant d'abord par quelques considérations générales, elle a parlé de ces êtres malheureux et exceptionnels qui semblent placés sous le coup d'une fatalité irrésistible; on les dirait marqués en naissant, du sceau de réprobation et de colère, et les lois ordinaires qui régissent l'humanité sont en quelque sorte suspendues pour eux; en vain par une conduite honorable et des habitudes vertueuses, cherchent-ils à éviter tout ce qui peut produire une tendance au crime; quand l'heure fatale est sonnée, ils sont poussés invinciblement vers l'abîme, et la main de fer qui les entraîne ne leur laisse pas la puissance de résister. Jetés comme en dehors du monde moral, les lois ordinaires de l'appréciation humaine ne sauraient sans erreur s'appliquer à leurs actes; il faut voir dans les faits auxquels ils se livrent le caractère de ces accidents ou de ces effets du hasard dont l'homme doit se garantir sans doute, mais qu'il ne peut songer à punir parce qu'ils sont dépourvus de toute moralité.

Pénétrant ensuite au fond de la question, elle s'est demandé ce que c'est que préméditation et volonté; elle a défini l'une et l'autre, et cherché à prouver que la condition essentielle de leur existence repose sur la liberté d'intelligence et la possibilité de délibération. Passant en revue les causes par lesquelles cette liberté peut être paralysée, elle a signalé l'exaltation des passions chez l'homme, comme exclusive de toute réflexion; elle a appelé à son aide plusieurs exemples fournis par les moralistes et les médecins, et démontré que le législateur lui-même était entré dans cette manière de voir, puisqu'il n'a pas craint d'admettre comme excusables les actes même les plus funestes, quand ils sont la suite d'une irritation extrême causée par certain genre de provocation.

La conduite antérieure de l'accusé, jusque-là si irréprochable et si pure, lui a fourni une nouvelle preuve à l'appui de son système. Comment expliquer la brusque transition d'un état d'innocence à un état de criminalité si grand? Il n'est pas d'acte isolé dans le monde, et quelque soit le fait qui se révèle, il doit avoir un principe et une fin. Ce principe existe-t-il dans la cause? On a beau fouiller, avec l'attention la plus scrupuleuse, la vie du prévenu, on n'y reconnaît aucun antécédent, aucune cause explicative de l'acte de férocité qu'il a accompli. Que faut-il donc voir dans le fait qui lui est reproché? Un malheur épouvantable sans doute, un moment de démence et de frénésie, mais un crime, jamais.

Enfin le défenseur a terminé par ces mots:

« Je ne puis vous le dissimuler, Messieurs, c'est plus qu'une affection de clientèle, c'est un sentiment d'attachement et de pitié que j'éprouve pour l'accusé. Je n'ai pu le voir dans sa prison, être témoin de sa douleur et de ses regrets, sans être profondément ému. Tantôt ses souvenirs le reportaient aux premiers jours de son début dans la carrière des armes, et au sentiment d'espoir avec lequel il y était entré; tantôt songeant à la rive étrangère et aux succès que nos soldats y ont obtenus, il regrettait de n'avoir pu verser son sang sous le fer de l'en-

nemi, et sacrifier à l'honneur et à la patrie ces jours d'une existence réservée à un si triste dénoûment. Ah! Messieurs, aurait-il été condamné à n'échapper à une mort glorieuse que pour finir dans les angoisses d'un horrible trépas? Lui, qui a vécu en brave, mourrait-il du coup réservé aux lâches et aux scélérats? »

Déclaré coupable de préméditation à la majorité de cinq voix contre deux, Krafft a été condamné à mort. Un pourvoi en grâce a été adressé pour lui à la clémence du Roi.

Ceux de MM. les souscripteurs dont l'abonnement expire le 31 mars, sont priés de le faire renouveler, s'ils ne veulent point éprouver d'interruption dans l'envoi du journal, ni de lacune dans les collections. L'envoi sera supprimé dans les trois jours qui suivront l'expiration.

Le prix de l'abonnement est de 17 fr. pour trois mois, 34 fr. pour six mois, et 68 fr. pour l'année.

PARIS, 25 MARS.

— La réclamation du comte Pfaffenhoffen contre Charles X, avait fait penser que liex-roi, *expulsé à coups de fourche* (c'est bien le mot nonobstant toutes les discussions), pourrait trouver un logement à la tour de Londres. Un procès plaidé à la première chambre de la Cour royale, entre M. Walter Royd, membre du parlement d'Angleterre; et les héritiers de Calonne, ancien contrôleur général des finances sous Louis XVI, a révélé l'embarras tout semblable dans lequel s'était trouvé cet ex-ministre, en novembre 1792. La lettre qu'il écrivait à cette date, forme l'un des titres de la réclamation de M. Walter Royd contre ses héritiers.

« Je suis (disait-il dans cette lettre à M. Deville, intendant-général des princes émigrés) dans le plus grand embarras où j'aie été de ma vie; il est pire que tout ce que vous pouvez imaginer pour le moment actuel. Vous le jugerez aisément, quand vous saurez que j'ai été arrêté ici pour une dette des princes. Ce vilain Boislandry, qui a prêté environ 150,000 livres aux princes, est venu se prévaloir d'un billet signé de moi, quoique pour le compte de LL. AA. RR., et se prévalant de l'excessive rigueur des lois de ce pays, dont les Anglais n'abusent jamais de cette manière, il m'a fait arrêter dans les rues, sans m'avoir prévenu en aucune sorte, et quoique je l'eusse assuré la veille, par une lettre très polie, qu'il serait payé très exactement le jour de l'échéance de son billet, qui n'était qu'entre ce mois. Cette infamie a révolté tout le monde; mais je n'en ai pas moins été détenu plusieurs heures, et je l'aurais été plus long-temps, si mon banquier n'avait pas apporté sur-le-champ la somme de 154,000 livres, qu'il faut à présent que je lui remette sans délai, parce que je lui dois déjà beaucoup. »

Ce banquier était M. Herries, père du dernier chancelier d'Angleterre, qui, étant lui-même débiteur de M. Walter Royd, lui fit cession, en 93, de sa créance sur de Calonne, laquelle était alors constatée par trois jugemens de 1792, passés d'accord devant la Cour des communes pleins, et du bénéfice de ces jugemens.

Des désastres successifs entraînèrent la faillite de la maison Herries, et la suspension de paiements de M. Walter Royd, qui, en exécution de divers décrets contre les personnes de sa nation, vit mettre le sequestre sur tous ses biens de France, fut même incarcéré de sa personne, et n'obtint, qu'au moyen des indemnités payées par la France en 1815, après cette chère restauration, la possibilité de réparer ses pertes et de remplir tous ses engagements. De Calonne était décédé insolvable; l'ancien contrôleur-général, le sujet fidèle qui avait aidé de sommes immenses le comte de Provence et le comte d'Artois, qui s'en servaient pour soulever des traitres contre leur propre patrie, le millionnaire de Calonne laissait une succession de *neuf cents francs*!

Juste retour, Monsieur, des choses d'ici-bas!

Son fils décéda en 1808, en Sicile, et, comme de raison, au service de l'Angleterre. Il laissait aussi fort peu de biens, et il avait contracté un mariage dont la régularité a été contestée dans une cause intéressante (Affaire Scimbri), qui a fait l'objet de plusieurs articles curieux dans la *Gazette des Tribunaux*. Lorsqu'enfin pour la famille de Calonne, comme pour tous les autres fidèles est revenu le bon temps de la restauration, comme ils reprenaient leurs biens non vendus et que les créanciers particuliers des princes obtenaient de la munificence de la Chambre des députés trente bons millions à se partager, comme enfin ils ont obtenu aussi le cadeau de l'indemnité, véritable rapine exercée sur le pays, M. Walter Royd s'est adressé aux héritiers de Calonne, et a demandé l'exécution des jugemens de 1792 obtenus par M. Herries, son cédant.

Les héritiers ont opposé que ces jugemens, rendus en pays étranger, ne pouvaient, aux termes de l'art. 121 de l'ordonnance de 1629, être exécutés en France qu'après vérification et débats nouveaux devant les juges français.

Cette défense a élevé une question dont les éléments de discussion, aujourd'hui fort connus, n'ont été rappelés que brièvement par les défenseurs. Les héritiers opposaient en outre la prescription.

Le Tribunal de première instance a rejeté ce dernier moyen comme démenti par la continuation des rapports de la maison Herries avec de Calonne; et, sur le surplus, admettant les jugemens représentés comme ayant été rendus sur pièces probantes et conformément aux lois et usages anglais; mais considérant que la

créance ne pouvait encore être fixée, il a déclaré des à présent les jugemens exécutoires, seulement pour la somme qui serait déterminée par le compte auquel il serait procédé.

Mais la Cour, après les plaidoiries de M^e Lavaux et Roux, et les conclusions de M. Desparbès, substitut, en rejetant comme le Tribunal, le moyen de prescription, a pensé sur le point de droit, que les jugemens des Tribunaux étrangers ne pouvaient être déclarés exécutoires qu'en connaissance des faits, et qu'ainsi le compte qui déclarerait les jugemens de 1792 exécutoires, En conséquence, le jugement a été infirmé de ce chef, et avant faire droit, les parties ont été renvoyées pour le compte devant le greffier de la première chambre de la Cour.

— S'il faut en croire M^e Henri Nougier, plaident pour M. Troffi de Nemours, contre M^e Auger, agréé de MM. Langlois, Langlé et C^e, les entreprises de spéculations seraient les plus lucratives que l'imagination si féconde des modernes eût inventées dans ces derniers temps, en fait d'industrie. En effet, d'après la plaidoirie qui a eu lieu hier devant le Tribunal de commerce, la famille Abrial, voulant honorer la mémoire de son chef, ex-ministre de la justice, sénateur, etc., avait chargé la compagnie Langlois et Langlé d'exécuter un mausolée magnifique, et lui avait promis un salaire de 10,000 francs. C'était avec les plus beaux marbres de Château-Landon, que le monument funèbre devait être confectionné. MM. Langlois, Langlé et compagnie confièrent le travail et le choix des matériaux à M. Troffi, pour la modique rétribution de 1500 francs. Ainsi qu'on devait s'y attendre, le statutaire de province ne fit une dépense de génie et de marbres de Château-Landon que pour l'argent qu'on lui donnait. La famille Abrial trouva le monument trop mesquin et ne voulut pas le recevoir. Grand désappointement de MM. Langlois et Langlé, qui citèrent M. Troffi de Nemours devant le Tribunal de commerce de la Seine. Après la défense de M^e Auger, le Tribunal a mis la cause en délibéré au rapport de M. Panis, pour le jugement être prononcé à quinzaine.

— M. le vicomte Sothènes de Larochehoucauld et M^{me} la comtesse du Cayla s'étaient fait, avant 1830, une grande réputation dans le monde commercial, par leurs vastes spéculations sur les bédiers d'Egypte et les moutons mérinos. Depuis la révolution du 29 juillet, M. Lucotte, maître des requêtes au Conseil d'Etat, et M. le marquis de la Ferté, ont spéculé sur le poisson qui se mange à Paris. M. Lucotte était le chef d'une société en commandite et par actions, qui devait exploiter un brevet d'invention pour le transport conservateur de la *marée dans la capitale*. M. le marquis de la Ferté, sur le bien qu'on lui dit de cette entreprise, consentit à prendre vingt actions pour la somme de 20,000 fr., qu'il paya comptant, mais avec la stipulation expresse que dans le cas où il n'y aurait pas seulement deux voitures sur deux routes, au 20 janvier 1831, les 20,000 fr. seraient immédiatement rendus. La condition résolvatoire étant arrivée, M. le marquis de la Ferté a demandé la restitution de ses deniers devant le Tribunal de commerce. Aujourd'hui le Tribunal, après avoir entendu M^e Auger pour le demandeur, et M^e Chévrier pour M. Lucotte, a condamné celui-ci au remboursement de la somme par lui palpée.

— L'importante question de la validité des protêts faits le 21 janvier, s'est présentée ce soir devant le Tribunal de commerce. Il a été décidé que les débats auraient lieu en audience solennelle.

Le Rédacteur en chef, gérant,

Durmanq

VENTES PAR AUTORITE DE JUSTICE.

SUR LA PLACE PUBLIQUE DU CHATELAIN DE PARIS.

Le mercredi 30 mars 1831, heure de midi.

Consistant en acier, commode, bureau, lots de bois, caisses, malles, et autres objets, au comptant.

Consistant en comptoir, rayons, chaises, pendules, hottes, souliers, montres, et autres objets, au comptant.

TRIBUNAL DE COMMERCE.

Jugemens de déclarations de faillites du 9 mars 1831.

Dame Valtier, marchande de modes, rue Montesquieu. (J.-c., M. Gaspard-Godard, agent, M. Masson, rue St-Magloire, n. 2.)

15 mars.

Demolens, restaurateur, rue de l'Arbre-Sec, n. 11, présentement rue Ste-Hippolyte-Saint-Michel, n. 71. (J.-c., M. Lafond; agent, M. Dubouq, au Palais-Avoys, n. 63.)

24 mars.

Fanquier, fabricant de tablettes, rue Bourg-l'Abbé, n. 7. (J.-c., M. Trelle, agent, M. Degorre, rue Duphot, n. 22.)

Saurat et C^e, négociants, rue de l'Échelle, n. 11. (J.-c., M. Panis, agent, M. Pottelle, rue Taranne, n. 20.)

Drouville, négociant, rue Thibautodé, n. 16. (J.-c., M. Delannay; agent, M. Goux, rue Thibautodé, n. 15.)

Roigard, limonadier, boulevard du Temple, n. 21. (J.-c., M. Delannay; agent, M. Badin, rue Thévenot.)

BOURSE DE PARIS, DU 25 MARS.

AU COMPTANT.

5 o/o. 81 f. 50 55 50 40 55 60 55 40.
4 o/o 68 f.
3 o/o 52 f. 50 40 35 40 30 45 35 40 30.
Actions de la banque. " "
Rentes de Naples, 58 f. 25 30. "
Rentes d'Esp. cortés, 13 1/2 1/4.
Emp. roy. " "
Rente perp. 45 1/4 45 45 1/4 45 1/2 3/8 1/4.

FIN COURANT.

	1er cours	pl. haut	pl. bas	dernier
5 o/o	81 50	81 50	81 25	81 25
4 o/o	68 50	68 50	68 25	68 25
Rentes de Nap.	58 50	58 50	58 20	58 20
Rentes perp.	45 "	45 3/8	45 "	45 1/4

Enregistré à Paris, le

folio

Regn. au Proc. d'la cour.

IMPRIMERIE DE PIHAN-DELAFOREST (MORINVAL), RUE DES BONS-ENFANS, N° 34.

Vu par le maire du 4^e arrondissement, pour légalisation.
de la signature Pihan-Delaforest.

